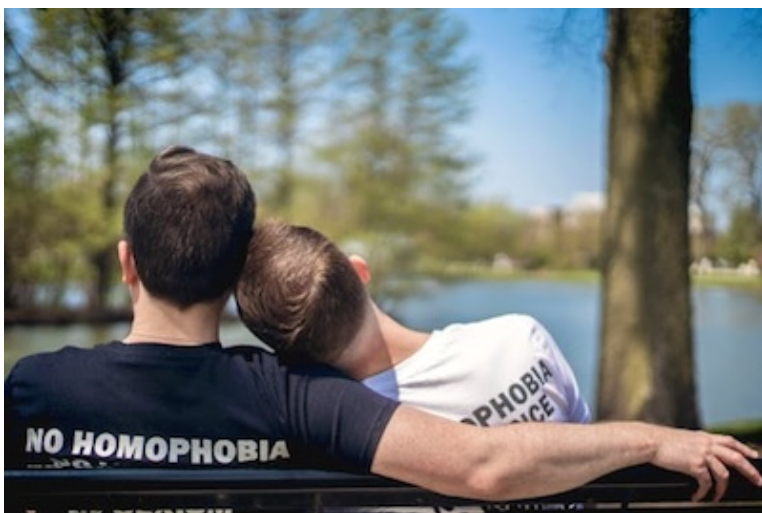


Communauté LGBTQIA+ : le paradoxe suisse de la tolérance

Une étude nationale révèle qu'un tiers des personnes LGBTQIA+ ont subi des agressions physiques ou sexuelles ces cinq dernières années. Les personnes trans et intersexes sont particulièrement exposées aux préjugés.



© Nicholas Swatz / Pexels

Une nouvelle recherche mandatée par plusieurs organisations de défense des droits LGBTQIA+ ^[1] met en lumière le décalage entre l'acceptation théorique et la réalité quotidienne vécue par cette communauté en Suisse. Si les attitudes positives prédominent sur le plan des valeurs et des libertés individuelles, elles s'estompent dès lors qu'il s'agit d'aspects concrets ou de visibilité dans l'espace public.

L'enquête souligne notamment qu'une personne sur deux désapprouve qu'un couple d'hommes s'embrasse dans la rue, alors même qu'une majorité reconnaît la liberté d'expression de l'orientation sexuelle comme un droit humain. Les individus de sexe masculin, les personnes âgées, celles se positionnant à droite de l'échiquier politique ou ayant des convictions religieuses affichent davantage de réticences face aux enjeux LGBTQIA+. La synthèse précise que « la population suisse apparaît relativement peu disposée à soutenir les personnes LGBTQIA+ et à prendre activement leur défense. La propension à manifester une franche hostilité est cependant tout aussi faible. Dans l'ensemble, on constate dans le grand public une neutralité distante. »

Les membres de cette communauté développent fréquemment des mécanismes de défense, limitant l'expression de leur identité dans leur voisinage, leur environnement professionnel ou même leur cercle familial. Beaucoup évitent certains lieux par crainte d'agressions, particulièrement dans les espaces publics et les transports en commun. La majorité de ces actes de violence ne sont jamais signalés aux autorités.

Une situation plus critique qu'en Europe

La situation apparaît plus préoccupante en comparaison européenne : les personnes LGBTQIA+ déclarent subir davantage de violences et de discriminations en Suisse que dans l'Union européenne, notamment dans le domaine de la santé. Si la visibilité accrue et les avancées législatives ont contribué à réduire les préjugés, les déclarations polarisantes de certain-es politicien-nes tendent à fragiliser ces progrès, affectant particulièrement les personnes trans et intersexes.

Au vu des résultats de cette enquête, les organisations mandantes ont formulé des demandes aux politiques pour prévenir la violence et la haine, et pour une plus grande acceptation des groupes minoritaires au sein de la société. Elles requièrent notamment un engagement actif pour la protection des personnes LGBTQIA+, une extension de la norme pénale anti-discrimination ou encore un plan d'action national contre les crimes de haines visant les personnes LGBTQIA+ comprenant des mesures de sensibilisation dans les institutions publiques (domaine de la santé, de l'asile, des écoles et de la police).

(CROC, avec [communiqué de presse](#))

^[1] Ces associations sont : Amnesty International, Queeramnesty, Dialogai, TGNS, InterAction, Pink Cross et LOS

Consulter [l'étude complète](#) (en allemand) et [la synthèse](#) (en français)